



Intersyndicale Fonction publique du 3 avril 2018

Note aux organisations

Montreuil, le 4 avril 2018

Une nouvelle intersyndicale de la Fonction publique s'est donc tenue hier soir au siège de la FAFP.

Comme prévue, celle-ci a débattu (longuement, environ 4 heures) du 22 mars et de ses suites.

La CFDT et l'UNSA, invitées sont venues.

Les 9 organisations syndicales (OS) représentatives de la Fonction publique étaient de ce fait présentes. Dans la journée, la CGT avait envoyé d'une part, un projet de communiqué unitaire et, d'autre part, un projet de plan d'actions pour le mois d'avril (document joint).

S'agissant du projet de communiqué unitaire (que nous voulions faire sortir soit le soir même, soit ce matin), il faisait de nouveau le point sur nos profonds désaccords avec la politique du pouvoir et il concluait sur :

- L'élévation du rapport de forces et son inscription dans la durée,
- Une nouvelle journée de grève et de manifestations transversales aux 3 versants en mai (idéalement le 15 ou le 17),
- La mise en débat, avec les personnels, à partir de ce nouveau temps fort, de processus de reconduction.

A ce stade, il faut préciser qu'un nouvel élément important de contexte était arrivé dans le paysage, depuis vendredi soir (le 30 mars donc) : une version n°3 (présentée cette fois-ci comme définitive) du document « refonder le contrat social avec les agents publics » **et qu'une nouvelle réunion présidée par Olivier DUSSOPT, sur ce sujet, a lieu ce matin (le 4 avril donc) à 10h30.**

Dans cette perspective, SOLIDAIRES avait proposé en début d'après-midi (du 3 avril donc) un long projet de déclaration unitaire.

Quant à FO, les camarades avaient proposé une lettre des dirigeants des OS de la Fonction publique à toutes leurs bases militantes pour tenir des AG unitaires dans la période et débattre dans modalités d'action. Le projet de courrier ne nous est parvenu que quelques instants avant la réunion intersyndicale.

Le débat

La venue de la CFDT et de l'UNSA constitue un élément politique très significatif.

Il est clair que la réussite du 22 mars est passée par là et que l'intransigeance gouvernementale ne leur laisse que peu d'espace pour valoriser un syndicalisme « raisonnable et de concertation ».

Si donc, la présence de ces 2 OS hier soir constitue de fait une reconnaissance de notre démarche unitaire de mobilisation, elle a, par un autre côté, rendu nos échanges plus compliqué.

Ceci étant, même avec nos 6 autres partenaires du 22 mars, la question de la date du prochain temps fort de grève et de manifestations posait débat : nous, FO et Solidaires plaitions toujours pour la semaine du 14 au 18 mai, les 4 autres étant plutôt sur début juin (ou fin mai pour la FSU). Quant au débat sur des processus de reconduction, seule FO le reprenait de manière explicite.

1- Sur la réunion avec O. DUSSOPT du 4 avril matin

Les 9 OS feront une déclaration unitaire – et unique – confirmant que le texte gouvernemental n'est pas acceptable, y compris dans sa nouvelle version. C'est la CGT qui la prononcera. Vous la trouverez également en pièce jointe. A l'évidence, cette déclaration à 9 constitue un acte politique important.

Après la réponse de DUSSOPT, suspension de séance et possibilité d'un départ anticipé de toutes les OS (et, en tout cas, de la CGT).

2- Sur le plan d'actions

Un nouveau communiqué des 7 OS ayant appelé au 22 mars sera diffusé demain, jeudi 5 avril. Le corps du texte reprendra quasi intégralement le projet rédigé par la CGT.

En revanche, pour, d'une part, laisser la porte ouverte au possible appel des 2 autres OS (en réalité, de manière crédible, seule l'UNSA semble pouvoir basculer et encore, avec aucune certitude) et, d'autre part, ne pas cliver entre les 7 OS sur la date de la prochaine grève, il sera mentionnée que cette perspective doit intervenir « à partir de la mi-mai ».

Sur « le feu roulant » d'actions du mois d'avril et du tout début mai, son principe ne pose pas de problème. Il faut évidemment le valider à partir des propositions des autres OS.

Pour prendre des décisions définitives et arrêter les modalités précises des mobilisations, une nouvelle rencontre aura lieu à la FSU le mardi 10 avril à 17h30.

Pour la CGT, le compromis pour la prochaine étape passant par la grève et les manifestations ne peut aller au-delà des dates du 22 ou du 24 mai.

La situation exceptionnelle que nous vivons dans la Fonction publique mais également, bien sûr, avec le développement des autres luttes (cheminots, étudiants, éboueurs...) nécessite de notre part vigilance, engagement et responsabilité.

Bien entendu, dans le cadre des indispensables constructions interprofessionnelles, la CGT Fonction publique confirme son engagement dans la journée d'actions du 19 avril à l'initiative de notre confédération.

Pour gagner sur nos revendications - dimension essentielle et incontournable de notre démarche syndicale - dans le cadre du conflit social actuel, nous devons trouver l'équilibre entre les propositions CGT sur lesquelles nous ne pouvons transiger et l'unité syndicale la plus large, les deux pivots du renforcement du mouvement.

N'hésitez évidemment pas à nous tenir informés de vos propres analyses et des démarches unitaires de vos secteurs.